
Une mondialisation non négociée

Entretien
avec

Ghazi Hidouci

Ghazi Hidouci, ancien ministre de l'Economie dans le gouvernement algérien conduit par Mouloud Hamrouche de septembre 1989 à juin 1991, analyse les implications économiques et sociales de l'ouverture économique pour l'Algérie

– Comment l'Algérie se situe-t-elle dans le mouvement de mondialisation?

Les problèmes de déréglementations, du développement du marché en général et surtout du marché financier touchent tout le monde. Cependant les différences se situent dans l'élaboration de ces choix. Certains pays les élaborent avec une souveraineté relative, à partir d'un débat politique et social, d'un consensus. D'autres les subissent. C'est le cas notamment de l'Algérie. L'Algérie, s'est endettée auprès des pays occidentaux sans pouvoir rembourser, ni imposer une solution défendant ses propres intérêts. Elle a donc dû accepter les conditions de ses créanciers, notamment un ajustement structurel, ce qui l'a obligée à s'introduire dans le mouvement de mondialisation qui va à l'encontre de ses intérêts. De toutes les façons, sans endettement, l'Algérie aurait quand même été entraînée dans la mondialisation, mais cela se serait certainement produit suivant ses propres choix.

– Pourquoi l'Algérie n'a-t-elle pas pu faire ses choix?

Tout pays ne souffrant pas de déficit démocratique peut discuter des conditions d'insertion. Ce n'est pas le cas de l'Algérie. Au début des années 90, la société algérienne aurait pu entrer avec ses propres

Printemps 1997

conditions dans le système international. Elle commençait à moderniser son économie sur une base politique. Cela aurait pu donner à l'Algérie des armes pour mieux s'insérer, par exemple dans l'organisation internationale du travail. Mais aucun débat n'a eu lieu sur les choix d'une politique interne et ceux d'une stratégie économique internationale.

– Quelles sont les modalités d'insertion et de financement de l'économie algérienne?

Ce que le FMI a imposé à l'Algérie ne concerne pas son insertion. L'important pour cette institution, c'est que l'économie algérienne s'organise pour générer des excédents nécessaires au remboursement de la dette rééchelonnée. Le FMI a ainsi obligé l'Algérie à laisser flotter sa monnaie pour permettre une dévaluation régulière et suffisante afin d'équilibrer sa balance courante des paiements, sans le recours à des ressources extérieures excessives. Les importations ont donc été pénalisées et par là-même le développement économique. Le FMI a d'autre part exigé la libéralisation progressive des transactions de capitaux pour permettre le rachat, par le secteur privé, des actifs détenus par l'Etat et donc de supprimer toute possibilité de subventions budgétaires. En contrepartie de cette dévaluation et de la libération du commerce, des capitaux, des prix et des taux d'intérêts, on s'attendait à des investissements directs, mais cela ne s'est pas produit. En revanche ce qui a bien eu lieu, c'est un transfert de revenus vers l'extérieur sans déblocage interne de l'économie. D'autre part, on s'attend à une spéculation sur les actifs à privatiser.

– Quels sont les acteurs algériens sur lesquels le FMI s'appuie? Ces derniers sont-ils les mêmes que ceux qui jusqu'alors contrôlaient l'économie et la rente? Par ailleurs, dans quelle mesure leur comportement s'est-il modifié avec cet ajustement structurel?

Auparavant, la rente, l'allocation des ressources publiques et le privé étaient essentiellement contrôlés par une bureaucratie d'Etat. Cette dernière se constituait de personnes utilisant la rente publiquement et en dehors de toute transparence. Mais aussi, de personnes privées faisant des prélèvements à titre personnel sur les ressources. Cette bureaucratie développait alors deux catégories d'alliance. La première avec les salariés du secteur public dont les salaires étaient directement négociés; les entreprises étant directement subventionnées, toute faillite était donc exclue. L'autre alliance se faisait avec les courroies de transmission du pouvoir dans la société, c'est-à-dire l'appareil du FLN, les anciens Moudjahidines... qui naturellement bénéficiaient de crédits, d'autorisation administratives pour faire du commerce interne et externe. Bref, le contrôle de la rente se faisait à l'intérieur de l'Etat et par les supérieurs de l'Etat. Avec l'ouverture, les choses ont changé. Tout d'abord, la dévaluation a entraîné une transformation brutale et systématique des inégalités. Actuellement, aucun investissement n'étant fait, et parce que les entrepreneurs à revenus non-fixes continuent de suivre les canaux de

l'économie informelle, seuls, les chômeurs et les salariés du public ou du privé payent le prix de l'ajustement financier commencé en 1986. Ainsi les Algériens du marché informel ainsi que les "obligés" (les anciens moudjahidines, les entrepreneurs privés...) de l'Etat dans le secteur privé, disposant de liquidités, ont pu maintenir le même niveau de revenu en s'alignant sur l'accroissement des prix, et en profitant des ouvertures faites avec la protection de l'Etat. Grâce à leurs liquidités, ils se sont aussi insérés, dans les activités commerciales et de services actuellement développées en Algérie ou encore ont investi — en termes d'investissements de portefeuille — dans l'immobilier tout en y spéculant. Dans le cadre de l'ajustement des liquidités, l'Etat étant contrôlé par le FMI, ce sont en fait ces personnes qui sont les vrais patrons de la bureaucratie et qui font pression sur celles qui auparavant leur distribuaient les rentes pour privatiser les missions classiques d'Etat. Ce sont elles aussi que l'on a trouvé en premier dans les opérations de commerce extérieur, dans le rachat de l'immobilier, ou enfin, lors de l'acquisition des actifs privatisés du secteur public, au fur et à mesure des nouveaux investissements. Le bureaucrate d'Etat travaille aujourd'hui exclusivement pour celui qui possède des liquidités. L'Etat est en fait privatisé par ces spéculateurs. Une situation qui ne gêne évidemment pas le FMI. Ce dernier voit en effet d'un bon oeil la disparition des missions classiques de l'Etat. S'agissant du petit commerce et des petites transactions, le marché informel continue aujourd'hui à exister et devient même formel, donc autorisé.

Par ailleurs, ce qui est nouveau aussi, c'est la hiérarchisation de la société en plusieurs classes. En haut de l'échelle, on trouve les "prébendiers" ou spéculateurs privés. Grâce aux liquidités, ce sont les principaux bénéficiaires du programme d'ajustement. Ils dictent la conduite financière et économique de l'Algérie. En-dessous on trouve leurs alliés: les bureaucraties installées au niveau supérieur de la hiérarchie d'Etat. Ensuite, vient le petit secteur industriel et commercial dont les "affaires" informelles sont aujourd'hui de plus en plus autorisées. Les cadres de l'ancien secteur public paupérisé qui constituent la classe moyenne, sont maintenant confinés au bas de l'échelle. On trouve tout à la fin, les chômeurs.

— Quel peut être l'impact de ces écarts de richesse dans la population sur la démocratisation ou la médiation politique du pays?

La bureaucratie qui continue de vivre aisément dans le système actuel s'est énormément rétrécie . Le secteur spéculatif (privé, public y compris les grands commis de l'Etat) représente aujourd'hui, tout au plus, 10 000 personnes. Il y a 10 ans, les employés venaient en majorité du secteur public, et gagnaient 5000 à 6000 dollars par an. Aujourd'hui c'est catastrophique: les classes moyennes appauvries vont du directeur d'une administration centrale jusqu'en bas, soit les 4/5ème de l'emploi. Ce qui est nouveau aussi c'est que cette population qui se paupérise et constate les échecs du dialogue, croit de moins en moins à des solutions qui ne

soient pas radicales. Cette population a peur et n'a plus aucun accès à la rente y compris celle du type scolaire ou des infrastructures. On parle même de la privatisation de l'eau! Les catégories sociales qui, par nature, servent d'intermédiaires et accèdent donc au pouvoir dans des élections démocratiques adoptent de plus en plus des positions radicales et dures. Ce n'est pas uniquement le cas des islamistes. Les classes moyennes arabisantes sont aujourd'hui également défavorisées. Si elles ne pensent pas en termes de terrorisme, elles pensent en termes de solutions radicales. Tout ceci ne facilite pas l'élaboration de politiques nouvelles, de réformes... On manquera même physiquement de responsables intermédiaires croyant en ce genre de projets.

– Ce qui prédomine en fait en Algérie, c'est plus une logique spéculative et financière que productive?

Nous sommes dans une période où il est impossible d'investir en Algérie. En dehors du phénomène sécuritaire, pour des raisons purement économiques, il n'y a pas eu de développement du marché et aucune incitation à l'accumulation et à l'investissement. Seule la spéculation existe et elle rapporte énormément, l'ajustement structurel ayant permis de réaliser des marges très importantes. Imaginez un peu l'argent que peut se faire une personne avertie 15 jours à l'avance d'une dévaluation qui se répète trois fois dans la même année!

– Donc, le compromis institutionnel apparaît de plus en plus difficile. S'oriente-t-on vers une logique d'aggravation de longue durée? En outre, peut-on imaginer une solution à l'iranienne?

Dans une telle situation d'injustice sociale, à moins d'avoir un capital de confiance énorme dans la population, il est difficile de faire admettre le langage d'une transition douce. Les hommes politiques qui en Algérie ont ce profil ont la tâche de plus en plus ardue, que ce soit vis-à-vis du pouvoir ou vis-à-vis de la population. On vit actuellement une rupture de fait entre la société et le pouvoir, une absence de communication. La société ne s'exprime pas. Elle est en état de clandestinité chronique par rapport à un pouvoir qui ne fonctionne que pour lui-même. Cela peut durer longtemps, mais personne ne peut faire de prévision sur les évolutions politiques. Ce que nous craignons, c'est une sortie de crise très difficile.

– Des élections législatives vont tout de même avoir lieu?

Cela ne change rien à l'affaire. Premièrement, elles sont, inscrites dans le cadre d'une constitution totalitaire. Deuxièmement, elles seront contrôlées par le pouvoir. Cela ne change donc rien d'avoir un parlement dans ce type de configuration.

– La guerre est-elle un facteur de progression ou un obstacle dans ce processus politique?

La manière dont la guerre se développe en Algérie est déterminée en grande partie par l'évolution de l'économie spéculative. Les privatisations en l'absence d'un champ politique ou de partenaires sociaux qui puissent contrôler, débattre ou participer, se font dans des conditions extrêmement discrètes et non écrites. Le grand banditisme de type économique s'est développé à tous les niveaux. Il est par exemple très facile aujourd'hui pour se débarrasser d'un secteur public, de faire pression sur ses dirigeants. On peut aussi empêcher une entreprise de vendre, de s'approvisionner ou de fonctionner en attaquant par exemple le bus transportant ses travailleurs. De même, les bandes armées utilisent cette libération du commerce pour se procurer de l'argent. Mais cela ne peut se faire que sur les marchés informels, là où l'Etat n'exerce aucun contrôle. De leur côté, les milices qui les combattent peuvent utiliser les armes pour s'enrichir. Tout est permis aujourd'hui en Algérie. Un spéculateur sur l'immobilier ou sur le commerce extérieur peut ainsi faire des bénéfices en utilisant des règles non dites ou le grand banditisme. La guerre, pour certains, est une très grande aubaine...

— *Cette guerre et cette spéculation entraînent-elles une dépendance de l'Algérie vis-à-vis de l'Europe?*

Il y a l'Algérie du pétrole et ce dernier se porte bien. Les puits algériens sont rentables. Les Occidentaux investissent dans le pétrole et les exportations sont garanties. Mais en dehors du pétrole, depuis six ou sept ans, aucun investissement n'a été fait pour moderniser, libéraliser et développer le marché. Il y a un recul énorme des productions du secteur public sans que de nouvelles soient créées, les entreprises privées ferment, le chômage augmente et on assiste à une paupérisation croissante. Je ne vois donc pas, comment on pourrait renforcer l'indépendance.

— *Comment percevez-vous cette zone de libre échange, prévue par la conférence de Barcelone et qui doit normalement se mettre en place dans la zone méditerranéenne à partir de 2010?*

Les Européens inquiets de la situation sociale et politique au Maghreb, voudraient développer le commerce et les investissements avec cette région, en supprimant dans une première étape, d'ici une dizaine d'années, les barrières aux échanges commerciaux et financiers et se donner, dans une seconde étape, les garanties d'investissements possibles pour le faire. Mais où est le projet maghrébin répondant à ce projet européen? Certes, la Tunisie et le Maroc — je n'ai pas encore vu cela pour l'Algérie —, y répondent en tentant actuellement de remettre à niveau leur économie, mais cela revient uniquement à suivre les événements. Pour l'instant aucun projet n'a été créé pour mettre en avant les intérêts maghrébins, ou déterminer les choix stratégiques, le choix des filières ou encore le type d'organisation politique économique et financière afin de profiter de l'ouverture et de la libre circulation avec l'Europe. En outre, je ne comprends pas pourquoi, chaque pays maghrébin, agit seul et à tour de

rôle. Cela instaure un rapport inégal et ne peut que développer une nouvelle forme de colonisation que l'Europe, de surcroît, n'aura même pas voulue!

— On parle pourtant de la mise en place de relations entre le Maghreb et les pays de l'Est dans le domaine de l'agriculture, qui seraient favorisées par la Zone de libre échange?

Quand on était socialiste, on développait déjà cet argument des pauvres. On disait que ce n'est pas grave qu'un Algérien fabrique une mauvaise chaussure et la vende à un Bulgare parce que ce dernier accepte de mettre de mauvaises chaussures. Et, réciproquement pour d'autres produits. Ce genre d'argument ne va pas très loin. Dans l'organisation néo-libérale actuelle "l'économie de la demande" a pris le pas sur "l'économie de l'offre". C'est le consommateur qui décide.

Entretien conduit par
Hélène Bravin et Bernard Ravenel